

L'art de faire beaucoup avec peu

Marie-Élisabeth Brunet

Number 118, Spring 2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/41365ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Brunet, M.-É. (2003). L'art de faire beaucoup avec peu. *Liaison*, (118), 27-27.

L'art de faire beaucoup avec peu

Marie-Élisabeth Brunet

«**Heureusement** que j'ai un autre métier!» lance en riant Alain Baudot des Éditions du GREF quand je le questionne sur la santé financière de son entreprise. Et cette réalité est la même pour tout le monde. Toutes les maisons d'édition arrivent à équilibrer leur budget en bonne partie parce que les gens qui y travaillent le font bénévolement ou presque. Aucune des maisons n'a le personnel qu'elle souhaiterait. Après 30 ans, Prise de parole n'a encore que deux employés alors qu'on aimerait bien embaucher une personne au marketing. À L'Interligne, l'éditeur doit également assurer la direction des quatre numéros annuels de la revue *Liaison*. «L'idéal serait de scinder les deux postes, affirme Stefan Psenak, mais qui va payer ça?»

«Une entreprise normale devrait pouvoir s'autofinancer», explique Yvon Malette des Éditions David. «Mais pour une maison d'édition, surtout en Ontario français, cela ne sera jamais possible. C'est ce qui fait que nous ne sommes pas maîtres de notre destin; nous dépendons beaucoup des décisions des bailleurs de fonds.»

«Nous sommes un peu piégés, ajoute Stefan Psenak. Comme les subventions nous sont accordées selon le nombre de nos parutions, nous cherchons à publier davantage pour augmenter nos revenus. Mais c'est un cercle vicieux puisque plus nous avons de livres, plus nous avons de travail et plus ça nous coûte cher!»

Les éditeurs se disent relativement satisfaits de l'appui du Conseil des Arts du Canada, dont les subventions ont augmenté pour tenir compte de la hausse de la production littéraire en Ontario français. Certains souhaiteraient néanmoins une plus grande sensibilité du CAC aux réalités bien particulières de l'édition en milieu minoritaire.

Autre son de cloche au sujet du Conseil des arts de l'Ontario. Là, le budget d'environ 140 000 dollars alloué à l'édition franco-ontarienne n'a pas bougé depuis nombre d'années, malgré l'augmentation du nombre de maisons d'édition et de publications. «C'est un peu comme si, année après année, on servait la même tarte, mais qu'on ajoutait des convives, explique Yvon Malette. Ceux qui sont là depuis plus longtemps se sont habitués à manger une plus grosse pointe. Par contre, les nouveaux venus ne veulent pas se contenter des miettes.» La solution selon les éditeurs? Servir une plus grosse tarte évidemment, mais aussi, et là les points de vue divergent, revoir les critères pour l'attribution des morceaux.

Pour sa part, Alain Baudot du GREF estime qu'une simple augmentation des subventions qui existent n'est pas nécessairement la meilleure solution pour aider les éditeurs. «Il faudrait nous accorder de l'aide pour la mise en marché, le marketing, dit-il. Ou encore pourquoi une province aussi riche que l'Ontario ne ferait pas comme la Belgique, qui achète automatiquement 150 exemplaires de chaque livre publié sur son territoire pour les diffuser partout dans le monde? Ça nous donnerait un gros coup de pouce et, pour un gouvernement, ce ne serait pas très cher.»

Compte tenu de la précarité financière du milieu de l'édition, y aura-t-il de la place dans les années qui viennent pour six maisons d'édition à vocation générale? «Oui, répond Denise Truax de Prise de parole. Même s'il est inévitable qu'entre maisons de profils similaires, il y ait des conflits, je pense qu'il y a de la place pour une concurrence saine entre nous. Mais il ne faut jamais perdre de vue que notre vraie concurrence est à Montréal et à Paris.» Au Nord, Robert Yergeau croit que chaque maison a su, avec les années, développer une identité propre, ce qui permet une concurrence loyale. «Les



Jacques Flamand

auteurs sont toujours libres de circuler; ils sont gagnants quand il y a plus de débouchés car ils ont le choix.» Pour sa part, Jacques Flamand du Vermillon s'inquiète que le lectorat franco-ontarien ne suffise pas à soutenir la publication d'une soixantaine d'ouvrages par année. «Aujourd'hui, il n'y a pas plus de Franco-Ontariens qu'il y a 20 ans et les habitudes de lire et d'acheter des livres n'ont pas beaucoup évolué. Alors je crains qu'on ne publie trop.» Alain Baudot du GREF ne partage pas cette crainte: «C'est une réalité du marketing que plus il y a de produits, plus les gens achètent. Ensemble, nous offrons de quoi répondre à tous les goûts. Il ne reste qu'à amener nos produits aux gens.»

Journaliste de profession, Marie-Élisabeth Brunet travaille aujourd'hui dans le domaine des communications.